

Changements climatiques et risques sanitaires en France

Résumé du rapport de l'ONERC (2007)

Le réchauffement climatique figure désormais parmi les principales préoccupations des Français. Les dix années de 1996 à 2005, à l'exception de 1996, sont en effet les plus chaudes jamais observées. En France, la température moyenne de l'année 2006 a été du même ordre que celle de 1994, elle-même l'année la plus chaude depuis 1950 après 2003. En Europe, la multiplication ces dernières années d'inondations, de tempêtes, de canicules pourraient ne pas être sans lien avec le réchauffement planétaire.

Cela pose de redoutables défis en termes de décision politique, face à des risques incertains, très variables et parfois encore méconnus. Il importe de préparer le territoire national à les affronter dans les meilleures conditions par la mise en œuvre d'un véritable plan national d'adaptation, secteur par secteur. C'est le sens des recommandations que l'ONERC a formulé dans la stratégie nationale d'adaptation élaborée à la demande du Gouvernement et validée par le Comité Interministériel pour le Développement Durable.

Le présent rapport traite plus particulièrement la question des interactions entre le changement climatique et la santé humaine en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer. En effet, les conséquences sanitaires, économiques et sociales de l'épidémie du Chikungunya à la Réunion ont durablement marqué les esprits.

Les principales recommandations de ce rapport concernant les aspects sanitaires sont de renforcer la recherche et l'observation systématique sur la survenance des affections liées au climat, d'en informer la population dans le cadre d'une vigilance accrue et de développer chez celle-ci la culture de la prévention. Plusieurs catastrophes récentes ont montré ce que pouvait coûter une préparation insuffisante dans ce domaine : la canicule de 2003, ou l'ouragan Katrina qui a frappé la Louisiane en 2005.

En dehors des événements extrêmes, des observations simples montrent que les évolutions de température et d'humidité, et de l'environnement en général, peuvent favoriser l'extension de certains vecteurs (moustiques, phlébotomes...) transportant des maladies déjà bien connues et combattues avec un certain succès dans le passé, comme le paludisme ou la dengue. Le changement climatique est également susceptible de favoriser et d'interagir avec la pollution de l'air, qu'elle soit d'origine humaine ou liée aux pollens.

L'objectif de ce rapport était de répondre aux trois questions suivantes :

- Quelles sont les maladies humaines qui peuvent être influencées par le changement climatique en France métropolitaine et dans l'outre-mer ?
- Quels sont les systèmes de surveillance et d'alerte relatifs aux maladies identifiées ?
- Quelles sont les principales actions (scientifiques ou opérationnelles) qui devraient permettre une meilleure adaptation au changement climatique ?

En ce qui concerne la recherche, il est recommandé de développer les investigations sur les relations entre climat, vecteurs et virus, d'accroître la recherche sur le climat et les événements extrêmes en tant que facteurs déclenchant des maladies vasculaires, respiratoires et des pollinoses, de mieux comprendre les effets sur la santé des combinaisons entre les conditions climatiques et la pollution, en y incluant l'accroissement probable de l'ozone et des pollens.

Ces recherches exigeront des modèles de simulation du climat plus précis et plus adaptés aux besoins aux échelles régionale et locale. Elles devraient s'accompagner d'évaluations et de quantifications de la vulnérabilité des populations et des impacts socio-économiques et d'une réflexion sur les stratégies d'adaptation.

En ce qui concerne la prévention, des progrès importants ont été réalisés récemment en France sur la gestion des crises, notamment avec le plan canicule et les diverses mesures prises sur les maladies émergentes. Il est cependant nécessaire maintenant d'aller plus loin, en développant une véritable culture de la gestion des risques. En complément des mesures pour la veille et la réponse en urgence, une réflexion doit être conduite sur les aspects plus structurels de la prévention, touchant notamment aux modes de vie, à l'urbanisme et au bâtiment. Il est essentiel pour cela de faciliter la diffusion de l'information vers le public par l'éducation et la formation multidisciplinaires. Il est également nécessaire de mieux informer en amont les parties prenantes, mais aussi les décideurs politiques, sur les avantages apportés par le développement des systèmes de surveillance et d'alerte. Enfin, il est essentiel de réaliser l'interconnexion des services de veille et de surveillance entre pays voisins.

http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/cgi-bin/brp/telestats.cgi?brp_ref=074000568&brp_file=0000.pdf